

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 19/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POURQUERY DMP

2 Espa. Henry Vallée
69007 Lyon

Références : [UDR-CTESSP-24-014-FV](#)
Code AIOT : 0006113275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement POURQUERY DMP implanté 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 30 mars 2018 pour une activité de transformation des métaux non ferreux.

Par courriel du 7 janvier 2022, un signalement a été fait à l'Inspection concernant des émanations de fumées jaunes depuis le site, ainsi que des odeurs nauséabondes et des irritations des yeux.

Par courrier du 26 avril 2022, un signalement a été fait à l'Inspection concernant des maux de tête, léger mal de ventre, forte sensation de fatigue et un goût sucré dans la bouche ressentis lors d'une intervention chez l'exploitant par des personnes extérieures. Ces symptômes ont été ressentis dans un petit local attenant à une pièce contenant des baignoires chimiques non couvertes. Une forte odeur âcre et irritante est noté par l'auteur du signalement qui souhaite garder l'anonymat.

A la suite de l'inspection du 14 octobre 2022, le préfet a mis en demeure l'exploitant de surveiller

ces émissions atmosphériques et de respecter les concentrations réglementaires. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les fumées jaunes ont été émises du fait d'un dysfonctionnement de son système de traitement des émissions atmosphériques (tours de lavage).

Le rapport de l'inspection du 14 septembre 2023 indique que le rapport des mesures réalisées en décembre 2022 et février 2023 :

- n'indique pas les conditions de fonctionnement des installations au moment des mesures ;
- indique une non-conformité sur le mercure (0,07mg/Nm³ pour une VLE à 0,01mg/Nm³) pour le conduit 1 (fours induction équipés d'un filtre à manches);
- indique une non-conformité sur les dioxines/furanes (0,14ng/Nm³ pour une VLE de 0,1ng/Nm³) pour le conduit 2 (fours à gaz équipés d'un filtre céramique).

Le rapport de l'inspection indique par ailleurs que des mesures correctives vont être entreprises par l'exploitant ainsi que de nouvelles analyses en octobre 2023.

Par courrier du 20 décembre 2023, un voisin du site a indiqué à l'Inspection ressentir une gêne régulière du fait d'odeurs provenant du site et souhaiter s'assurer du caractère non toxique de ces odeurs. Des odeurs désagréables régulières, au point de ne pas pouvoir rester dehors à certains moments sont signalées.

La présente inspection a pour objet de faire un point sur la gestion des odeurs émises par le site et le risque sanitaire associé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POURQUERY DMP
- 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006113275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités consistent en l'affinage des métaux non ferreux se caractérisant par les opérations suivantes :

- analyse des métaux non ferreux ;
- préparation des produits aux analyses, à la fonte et à l'affinage (broyage et oxydation thermique) ;
- fonte de métaux non ferreux ;
- affinage chimique et électrolytique de métaux non ferreux.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité des rejets gazeux	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1	Astreinte	2 mois
2	Conformité des rejets gazeux	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas constaté lors de la visite d'odeurs particulières aux alentours du site. Néanmoins des non-conformités notamment en concentration de mercure ont été mesurées en octobre 2023 sur les rejets atmosphériques alors qu'une mise en demeure avait été faite sur ce point. Il est proposé à la préfète d'imposer une astreinte journalière sur le dépassement en mercure. Concernant les odeurs, l'exploitant indique que cela provient de l'étuvage de boues issues d'eaux vannes (p.ex. lavabos). Il propose des mesures correctives (p.ex. raccordement à la tour de lavage). L'Inspection propose une mise en demeure sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des rejets gazeux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : La société Pourquery qui exploite le site de Lyon 7, est mise en demeure de respecter : Conformément à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30/03/2018, de prendre les dispositions pour rendre ses rejets gazeux conformes sous 3 mois à compter la notification du présent arrêté pour les conduits de fours et 6 mois à compter la notification du présent arrêté pour le lavage ;
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection le rapport du 28 novembre 2023 correspondant aux analyses du 2 au 4 octobre 2023. Le rapport fait état des dépassements de valeurs limites d'émissions (VLE) suivantes : - rejets du dépoussiéreur (filtre à manches, fours à induction) : Cd (0,0116mg/m3 pour 0,01mg/m3), Hg (0,744mg/m3 pour 0,01mg/m3); - rejets filtre céramique (fours à gaz) : Hg (0,0317mg/m3 pour 0,01mg/m3); - rejets tour de lavage (affinage chimique) : HCl (10,4mg/m3 pour 1 mg/m3). L'exploitant explique : - pour les rejets du dépoussiéreur : le dépassement en cadmium (Cd) est dû au traitement de lots d'argent qui peuvent contenir ce métal malgré l'avertissement de l'exploitant aux fournisseurs de ne pas pouvoir traiter des lots contenant du cadmium. Le dépassement en mercure provient de lots dentaires que l'exploitant souhaite diminuer afin de respecter les VLE; - pour les rejets du filtre céramique : le dépassement en mercure est difficilement explicable; - pour les rejets de la tour de lavage : le dépassement est dû à un manque de traitement à la soude de la tour de lavage. L'exploitant propose pour le dépassement en mercure des rejets du filtre céramique d'ajouter un réactif dans le traitement des fumées. Aussi il évoque un changement de four d'ici 1 an pour notamment améliorer la calcination et éviter la production de dioxines/furanes. L'Inspection note que le dépassement en dioxines/furanes constaté en 2022 n'apparaît plus. L'exploitant l'explique par des précautions prises dans le chargement du four (meilleur

calcination).
L'Inspection considère que les dépassements sont relativement modérés, par comparaison au VLE de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (0,05 mg/m ³ pour Cd et Hg, 50mg/m ³ pour HCl) sauf pour le mercure qui dépasse de plus de 14 fois la VLE du 2 février 1998 pour le dépoussiéreur.
Demande 1 : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place des mesures pour respecter les VLE sous 2 mois. Une nouvelle mesure devra être réalisée sur le dépoussiéreur dans ce délai pour justifier de la mise en conformité. Passé ce délai, une astreinte est proposée à la préfète pour ce qui est des dépassements en mercure du dépoussiéreur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Conformité des rejets gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le nombre de points de rejet est aussi limité que possible. Les conduits associés à l'extraction sont les suivants :</p> <p>[voir tableau sur AP disponible sur Georisques]</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'analyses de 2023 transmis par l'exploitant fait état de non-conformités des vitesses d'éjection pour le dépoussiéreur et le filtre céramique (respectivement 11m/s et 17,5m/s pour des valeurs requises de 24m/s et 20m/s). La vitesse d'éjection minimale requise par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 est de 8m/s. Aussi l'Inspection a constaté que le rejet des tours de lavage (dans la cour) est situé à environ 6m de hauteur (10m requis).</p> <p>Demande 2 : L'Inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures pour respecter les valeurs minimales d'éjection de son arrêté préfectoral sous trois mois. D'autre part, il doit rehausser l'exutoire de la cheminée des tours de lavage pour atteindre les 10m réglementaires sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection n'a pas constaté d'odeur suspecte, que ce soit en extérieur ou dans le local de neutralisation. L'exploitant indique concernant la dernière plainte concernant les odeurs qu'elles proviennent sans doute de l'étuve qui sert occasionnellement (3-4 jours tous les deux mois) à assécher des boues de réseau d'eaux vannes (p.ex. lavabos). Ces boues ne sont pas toxiques d'après l'exploitant. Il propose de connecter l'étuve aux tours de lavage ou d'utiliser un produit anti-odeur. Concernant le local de neutralisation, l'Inspection considère que les odeurs ressenties proviennent sans doute du process industriel de traitement des effluents de traitement chimique des métaux. Cette problématique relève plus de l'inspection du travail car interne à l'établissement. Concernant les odeurs ressenties en extérieur, l'Inspection considère que les boues précitées ne sont pas toxiques et que, sous réserve que l'exploitant respecte les VLE (cf. la demande 1 du présent rapport), l'établissement n'émet pas de substances en quantité toxique. Demande 3 : L'Inspection demande à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour supprimer les odeurs gênant les riverains sous trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois